

Mai 2024

Quel coin ?	Date de publication	Document	Que retenir ?	Quelles actions ?
 LE COIN DES OUTILS	02/05/2024	Délibération n°2024-024 du 29 février 2024 portant adoption d'une recommandation relative à la mise en place de dispositifs de vidéosurveillance au sein des chambres des établissements accueillant des personnes âgées	Sauf circonstances exceptionnelles, les EHPAD ne sont pas censés installer des dispositifs de vidéosurveillance dans les chambres des résidents. La CNIL a adopté une recommandation afin d'encadrer cette mise en place lorsqu'elle a lieu.	 Pour information
 LE COIN RÉGLEMENTATION	02/05/2024	EDPS Opinion 15/2024 on the signing and conclusion of an Agreement between the EU and Canada on the transfer of Passenger Name Record (PNR) data	Le 4 mars 2024, la Commission européenne a publié deux propositions de décision du Conseil relatives à la signature et à la conclusion, au nom de l'Union européenne, d'un accord entre le Canada et les États-Unis sur le transfert et le traitement des données des dossiers passagers (PNR). Le CEPD considère que le projet d'accord contient les garanties nécessaires pour qu'il soit mis en œuvre. Il émet toutefois quelques recommandations pour s'assurer qu'il soit interprété et appliqué conformément à la réglementation telles que l'interprétation stricte de la finalité des traitements.	 Pour information
 LE COIN POUR ALLER PLUS LOIN	02/05/2024	Intelligence Artificielle – Données de santé artificielles : analyse et pistes de réflexion	Le livre blanc "Données de santé artificielles : analyse et pistes de réflexion", publié par l'Université Paris Cité et BOT Design, contribue à sensibiliser les acteurs du domaine de la santé aux opportunités offertes par l'IA et aux défis à relever pour assurer son utilisation efficace et éthique dans le développement de nouvelles thérapies.	 Pour information

 LE COIN POUR ALLER PLUS LOIN	03/05/2024	Recommandations de sécurité relatives au déploiement d'une infrastructure openstack pour un service IAAS SECNUMCLOUD	Ce guide publié par l'ANSSI est destiné aux personnes chargées de la mise en œuvre d'une infrastructure OpenStack sécurisée. Ce guide présente des exemples de solutions qui permettent d'être conforme aux exigences du référentiel SecNumCloud qui ne sont pas directement couvertes par une fonctionnalité implémentée dans la suite logicielle.	 Pour information
 LE COIN POUR ALLER PLUS LOIN	02/05/2024	Communiqué sur l'intelligence artificielle (IA), entre menaces et opportunités	Cybermalveillance a alerté sur les menaces que présente l'intelligence artificielle, qui est désormais partie intégrante de nombreuses solutions.	 A vérifier en cas de développement d'une solution intégrant de l'IA
 LE COIN DES FONDAMENTAUX	07/05/2024	Alerte Cyber : Failles de sécurité critiques dans les produits Qnap	Cybermalveillance a publié une alerte cyber concernant les failles de sécurité critiques dans les serveurs de stockage en réseau QNAP : elle y détaille les risques, une description de la faille, les systèmes concernées, et les mesures à prendre.	 Pour information
 LE COIN SANTÉ	08/05/2024	Arrêté du 6 mai 2024 relatif au référentiel de sécurité applicable au Système national des données de santé	Le référentiel de sécurité SNDS a été mis à jour afin d'intégrer les évolutions législatives intervenues depuis sa création, ainsi que l'état de l'art en matière de sécurité : apparait à ce titre un renforcement de l'exigence de territorialité du SNDS notamment.	 Pour information
 LE COIN DES FONDAMENTAUX	10/05/2024	Sécurisation d'une infrastructure VMware - 2024 de cyber.gouv.fr	Ce document publié par cyber.gouv vise à apporter un éclairage sur la manière de sécuriser les infrastructures virtualisées s'appuyant sur la technologie VMware.	 Vérifier les règles de sécurisation des infrastructures virtualisées s'appuyant sur la technologie VMware

 LE COIN POUR ALLER PLUS LOIN	14/05/2024	Jeux olympiques et paralympiques 2024 : les observations de la CNIL sur le dispositif de laissez-passer	La CNIL s'est prononcée sur le texte qui institue un laissez-passer dans les « zones de sécurité » où la circulation sera restreinte en raison de l'organisation des JOP 2024. Elle a admis la légitimité du dispositif mais émis des observations sur l'utilisation de la photographie et les durées de conservation des données.	 Pour information
 LE COIN RÉGLEMENTATION	14/05/2024	Conseil d'Etat, 14 mai 2024, 472221 - Voodoo	Le Conseil d'Etat s'est prononcé sur la requête de la société Voodoo tendant à faire annuler la délibération SAN-2022-026 du 22 décembre 2022 par laquelle la CNIL avait prononcé une sanction de 3 millions d'euros à son encontre. Le Conseil d'Etat a rejeté la requête. La décision de la CNIL a été confirmée.	 Pour information
 LE COIN POUR ALLER PLUS LOIN	14/05/2024	CNIL – Fournir un accès internet public : quelles sont vos obligations ?	La CNIL a rappelé, dans un communiqué, les obligations des responsables des espaces publics mettant à disposition des ordinateurs, en matière de conservation des données de trafic notamment.	 Pour information
 LE COIN DES FONDAMENTAUX	14/05/2024	Cybermalveillance - Escroquerie aux offres d'emploi d'opérateur marketing sur Internet	Depuis fin 2022, des campagnes par SMS et messageries instantanées d'offres d'emploi frauduleuses « d'opérateurs marketing sur Internet » ont été observées. Il s'agit en fait d'une forme d'escroquerie qui vise à soutirer de l'argent aux personnes qui sont recrutées. Cybermalveillance revient sur cette escroquerie.	 Pour information
 LE COIN RÉGLEMENTATION	14/05/2024	EDPS – Formal comments on the draft Commission Implementing Decision of the functionalities of the VIS Central System repealing Commission Decision 2009/876/EC and Commission Implementing Decision C (2015) 5561 – May 2024	Le Contrôleur européen de la protection des données s'est prononcé sur le projet de décision d'exécution de la Commission établissant les mesures nécessaires à la mise en œuvre technique des fonctionnalités du système central du VIS (système d'information sur les visas). Il a émis des commentaires notamment pour la saisie des données et la mise en relation des	 Pour information

			applications, l'accès aux données, les droits des personnes concernées etc. Le Contrôleur considère que ce projet gagnerait à être plus clair sur différents aspects, dont notamment le fondement juridique permettant le traitement du numéro de Visa par les Etats.	
 LE COIN SANTÉ	15/05/2024	Parasport : la collecte des données concernant la situation de handicap du sportif	La CNIL a publié un communiqué concernant les données relatives aux sportifs en situation de handicap, afin de rappeler le cadre juridique applicable. Elle y rappelle la protection renforcée dont ces données font l'objet.	 Pour information
 LE COIN DES FONDAMENTAUX	15/05/2024	L'hameçonnage (phishing) : la menace prédominante pour tous les publics	Cybermalveillance a publié un communiqué concernant l'hameçonnage, afin de donner des éléments de définition de cette menace, ainsi que ces principales formes.	 Pour information
 LE COIN SANTÉ	16/05/2024	Arrêté du 26 avril 2024 – Référentiel hébergement des données de santé	Le référentiel relatif à l'hébergement des données de santé a été mis à jour. Cette nouvelle version prévoit notamment une exigence de territorialité des données : les données ne peuvent plus être hébergées en dehors de l'Union européenne. En sus, les hébergeurs sont désormais soumis à des exigences de transparence accrues.	 Pour information
 LE COIN RÉGLEMENTATION	24/05/2024	CNIL – Parution loi SREN – Mai 2024	La CNIL a publié un communiqué concernant la parution de la loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (SREN). Elle y détaille les différents changements impliqués par cette parution, permettant notamment un renforcement de la protection des internautes en confiant des nouvelles missions à la CNIL.	 Pour information

 LE COIN RÉGLEMENTATION	24/05/2024	EDPB – Report of the work undertaken by the ChatGPT Taskforce – May 2024	Le Comité européen de la protection des données a lancé un groupe de travail afin de booster la coopération et d'échanger des informations sur les actions à mettre en œuvre par les autorités de protection des données contre ChatGPT. Ce document synthétise les retours du groupe de travail sur ce sujet.	 Pour information
 LE COIN RÉGLEMENTATION	24/05/2024	EDPB – Opinion 11-2024 on the use of facial recognition to streamline airport passengers' flow (compatibility with Articles 5(1)(e) and(f), 25 and 32 GDPR) – May 2024	La CNIL a demandé au Comité européen de la protection des données d'émettre un avis sur l'utilisation de la technologie de reconnaissance faciale par les exploitants d'aéroports et les compagnies aériennes pour l'authentification ou l'identification biométrique des passagers afin de rationaliser le flux de passagers dans les aéroports. Cet avis se limite à la compatibilité du traitement avec le RGPD et notamment ses articles 5 (grands principes du traitement de données), 25 et 32 (principe de responsabilité du responsable de traitement, et sécurité des données) afin de rationaliser le flux de passagers dans les aéroports.	 Pour information
 LE COIN RÉGLEMENTATION	24/05/2024	EDPB – Facial recognition at airports: individuals should have maximum control over biometric data – May 2024	A la suite d'une consultation publique, le Comité européen à la protection des données a adopté une version finale de ses lignes directrices sur les technologies de reconnaissance faciale dans le domaine de l'application de la loi. Ces lignes directrices fournissent des conseils aux législateurs européens et nationaux, ainsi qu'aux autorités chargées de l'application de la loi, sur la mise en œuvre et l'utilisation des systèmes de reconnaissance faciale.	 Pour information

 LE COIN RÉGLEMENTATION	28/05/2024	Délibération n°SAN-2024-007 du 25 avril 2024 relative à l'injonction prononcée à l'encontre de la société TAGADAMEDIA par la délibération n° SAN-2023-025 du 29 décembre 2023	La CNIL s'est intéressée aux pratiques des professionnels du secteur de la prospection commerciale spécialisés en revente de données. La société a produit plusieurs formulaires. Elle a considéré que le recueil d'un consentement libre, spécifique, éclairé et univoque était réalisé. L'astreinte initiale n'a donc pas été liquidée.	 Pour information
---	------------	---	---	---